

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite» — e.mail : soiretraite@gmail.com

DÉPARTS MASSIFS À L'ÉDUCATION NATIONALE

29 000 demandes en 2016

Plus de 28 000 demandes de départ à la retraite ont été déposées par les enseignants en 2016, a indiqué dimanche 30 octobre 2016 à Alger la ministre de l'Éducation nationale, Nouria Benghebrit.

Lors de la présentation d'un exposé sur son secteur devant la commission de l'éducation, de l'enseignement supérieur et des affaires religieuses à l'Assemblée populaire nationale (APN), M^{me} Benghebrit a précisé que «28 720 demandes de départ à la retraite ont été jusqu'à présent déposées par les enseignants en 2016». Plus de 7 000 enseignants ont bénéficié d'un départ à la retraite en 2015, a rappelé la ministre, indiquant que le secteur a enregistré «une augmentation constante du nombre des bénéficiaires de la retraite proportionnelle, notamment depuis 2013, soit après l'entrée en vigueur du nouveau système d'indemnisation des fonctionnaires».

Dans ce cadre, M^{me} Benghebrit a mis l'accent sur l'engagement de tous pour «relever le défi de la qualité au regard des efforts consentis par l'État dans le secteur de l'éducation».

Des rencontres ont été organisées avec les partenaires sociaux et le ministère du Travail pour expliquer «les mesures contenues dans le projet de loi

relatif à la retraite et présenter les statistiques de la retraite proportionnelle depuis 1998».

Ces rencontres ont permis, selon la ministre, de «démentir les rumeurs qui circulent sur le dossier de la retraite, dont celles relatives au nombre d'années référentielles pour le calcul de la prime de retraite qui est de 5 ans et non de 10», ou «la non-introduction des primes de rendement et d'amélioration de la performance éducative lors du calcul de la prime de retraite».

Par ailleurs, le Premier ministre, M. Abdelmalek Sellal, a estimé que c'est tout à fait «normal» de voir les autorités concernées proposer un projet de loi sur la retraite, rappelant que durant les années 1990, il y avait une demande pressante du FMI pour réduire les années de travail pour la création de nouveaux postes d'emploi, mais aujourd'hui la situation a changé d'autant que la Caisse nationale des retraites accuse un déficit pour la troisième année consécutive et elle bénéficie d'une aide à chaque fois. «Il est impossible de



continuer dans cette optique», a précisé M. Sellal dans une déclaration à la presse en marge de l'ouverture du Salon international du livre d'Alger (Sila). Le Premier ministre a insisté sur l'importance de préserver l'équilibre de la CNR, relevant que «les chiffres liés aux transferts sociaux en Algérie sont parmi les plus importants dans le monde».

A une question sur «le message» qu'il veut transmettre aux syndicats concernant le dossier de la retraite, M. Sellal dira : «Nous n'avons aucun problème avec les syndicats.»

Et d'ajouter : «Il est impossible de discuter avec tous les syndicats, mais uniquement avec les plus représentatifs.» «En cas d'adoption du projet de

loi relatif à la retraite, il y aura un débat dans chaque secteur entre le ministère et les syndicats sur les modalités de son application d'autant qu'il existe des métiers pénibles où on ne peut pas demander au travailleur d'aller jusqu'à 60 ans.» «Les portes du dialogue restent ouvertes», a-t-il conclu.

LSR

COURRIER DES LECTEURS

Problème de domiciliation de pension avec l'agence CNR d'Oran

Bonsoir à l'équipe du *Soir d'Algérie*. Je voudrais exposer par le biais de votre journal un problème bureaucratique que j'ai subi à la Caisse nationale de retraite d'Oran. Je vous informe que je suis en retraite depuis juillet 2016. Actuellement la CNR me verse ma pension de retraite à ma banque ABC chaque mois. Avant de sortir en retraite je me suis fait octroyer un prêt sans hypothèque auprès de la même banque.

Le mois d'août 2016 mon employeur a versé mon préavis à ma banque ABC. Quand j'ai voulu encaisser la totalité de mon préavis, celle-ci a retenu une partie de la somme qui est égale à mon prêt, en me donnant un engagement irrévocable de domiciliation de pension de retraite me demandant d'aller à la CNR pour signature du formulaire afin que je puisse retirer la totalité de la somme. Malheureusement j'ai eu un refus total de la part du responsable de la CNR d'Oran qui m'a dit qu'il ne pouvait me signer l'engagement irrévocable de domiciliation. S'il vous plaît, que dois-je faire ? Merci beaucoup pour la rubrique «Retraite» et merci pour l'équipe du *Soir d'Algérie*.

Un lecteur

RÉPONSE : Il vous faut au préalable saisir par écrit recommandé avec accusé de réception le directeur de l'agence CNR d'Oran, avec copie à votre banque.

Calcul pension Casnos

Assuré Casnos de Sétif depuis 1988. je vous prie de m'éclairer sur la procédure de calcul de ma retraite. Est-

elle calculée sur les cinq ou les dix dernières années ?
Mehdi Omeir

RÉPONSE : Les dix dernières ou les dix meilleures années du montant des cotisations payées.

Quote-part retraite et années de pré-salariat

Bonjour à toute l'équipe du «Soir Retraite». Nous sommes un groupe d'enseignants normaliens ayant étudié à l'ENS de 1983 à 1987. On a cotisé pour la sécurité sociale durant cette période avec 2 taux différents.

A partir du 1^{er} janvier 1985 le taux était de 5% dont 3,5% de quote-part retraite d'après le décret n° 85-30 du journal officiel du 24 février 1985. Avant le 1^{er} janvier 1985 le taux de cotisation était de 4,5%.

Le problème c'est qu'on n'arrive pas à retrouver le décret concernant la répartition du taux de cotisation à la sécurité sociale avant le 1^{er} janvier 1985 pour savoir de combien était la quote-part retraite. Pouvez-vous nous aider ? Merci d'avance.

Mounira Garidi

RÉPONSE : Effectivement la part de l'assuré social avant 1985 était de 4,5%. Pour connaître la quote-part retraite sur ces 4,5% (soit 3 ou 3,5%), prière vous adresser à la direction générale de la CNR via un courriel à adresser à cnr-dz.com/contacts/ où on vous communiquera la référence réglementaire que vous recherchez.

Date butoir du 31 décembre 2016

Salam ! Si je reçois ma pré-notification après la date 31 décembre 2016, est-ce que je bénéficie toujours des

mêmes droits, c'est-à-dire est-ce qu'on peut partir en retraite au-delà du 31 décembre 2016 du fait que la date limite de dépôt de dossier pour la retraite est le 31 décembre 2016 ? SVP donnez-nous des éclaircissements à ce propos, nous vivons dans le flou total et grand merci pour ce que vous faites.

Zah Aous

RÉPONSE : Il suffit de faire valider par la CNR votre dépôt de dossier de retraite avant le 31 décembre 2016, moyennant un récépissé qui fait foi.

Demande de retraite proportionnelle bloquée

J'ai formulé une demande de départ en retraite proportionnelle le 24.07.2016 non accordée par la direction de l'administration locale, service des personnels de la wilaya de Béjaïa (DAL/SP), en application de l'instruction du 11-06-2016 de M. le Premier ministre ayant pour objet de surseoir momentanément à toute demande de départ en retraite proportionnelle (instruction cosignée par le ministre de l'Emploi et de la Sécurité sociale et le DGFP d'Alger). D'un autre côté, ces mêmes services (DAL/SP Béjaïa) et ceux de l'Inspection de la Fonction publique de Béjaïa continuent de viser les arrêtés émanant des communes car au niveau de ces collectivités la procédure suit son cours normalement. Pourquoi ce deux poids, deux mesures sachant que nous sommes régis par la même réglementation et les mêmes textes de la République ?

PS : J'ai écrit deux fois à M. le Premier ministre : le 08-09-2016 et le 25-09-2016. À ce jour aucune réponse. J'ai donné les meilleures années de ma vie, j'ai travaillé consciencieusement pour ce pays et je crois que c'est un droit légitime de faire valoir ma demande de départ à la retraite.